

**Pétrole, Sexe et Talibans**

# L'@NGLE MORT

-- Question d'Orient --

Question d'Orient

**Pétrole, Sexe et  
Talibans**

Simon  
vendredi 10 mai 2002

## **Pétrole, Sexe et Talibans**

**Comprendre les évènements du 11 septembre 2001 demande de partir de quatre points que nous considérerons, dans ce petit texte, comme acquis : la fin de la guerre froide (bien sûr) ; la disparition de la figure autonome du rentier après la guerre du Golfe ; la déliquescence du cadre national tant en ce qui concerne le procès de valorisation et d'accumulation du capital qu'en ce qui concerne la reproduction de la force de travail ; la mondialisation non comme procès d'expansion quantitative géographique mais comme structure d'accumulation du capital restructuré.**

Comprendre les évènements du 11 septembre 2001 demande de partir de quatre points que nous considérerons, dans ce petit texte, comme acquis : la fin de la guerre froide (bien sûr) ; la disparition de la figure autonome du rentier après la guerre du Golfe ; la déliquescence du cadre national tant en ce qui concerne le procès de valorisation et d'accumulation du capital qu'en ce qui concerne la reproduction de la force de travail ; la mondialisation non comme procès d'expansion quantitative géographique mais comme structure d'accumulation du capital restructuré. On ne peut plus analyser aucune configuration historico-géographique de la reproduction du mode de production capitaliste en termes nationaux, ou même régionaux comme au temps du "fordisme" et du type de relations qu'il produit entre centre et périphérie. En sortant du cadre de l'affrontement entre les Etats-Unis et l'URSS, les conflits nés dans le tiers-monde accèdent à un statut nouveau, retrouvant leur spécificité au moment où ils ne peuvent plus avoir de signification propre, autonome, régionale. L'invasion du Koweït par l'Irak a été la première crise régionale d'une période nouvelle. Elle a amené les Etats-Unis à traiter cette invasion à un très haut niveau de conflictualité, en rejetant rapidement tous les aménagements et médiations qui auraient été possibles. Il s'agissait de faire de la résolution de cette crise une étape importante dans la promotion d'un "nouvel ordre international". " Avec la fin d'un système international bipolaire, la stratégie américaine n'est plus une stratégie d'empire assiégé (ou conquérant) qui s'épuiserait à se porter sur tous les points du limes. Le limes est désormais ubiquiste. La frontière est non seulement transnationale mais transcontinentale et probablement transplanétaire. " ( " Crise du golfe : les changements stratégiques ", Fondation pour les études de défense nationale, 1990, p.62). Les interventions étrangères des Etats-Unis ne se trouvent plus affectées par le caractère surdéterminant consistant à "contenir le communisme". De par la transformation du cadre général de l'intervention, la résolution de la crise pouvait, pour les Etats-Unis, dépasser la simple reconduction du statut quo : maintien de l'appui inconditionnel à Israël, reconduction des inégalités de développement régional, soutien aux "bons" Etats arabes, endiguement des autres. Si les Etats-Unis n'avaient pas provoqué la crise, ils n'ont rien fait non plus pour la prévenir ou pour en favoriser un règlement incluant des aménagements. A la fin de

## Pétrole, Sexe et Talibans

son livre " Le cycle de la dissuasion, 1945-1990 " (Ed. " La découverte "), Alain Joxe s'attache à décrire au travers de la politique américaine de l'après guerre froide les modalités de la globalisation, les conflits qu'elle implique, et quel type d'organisation et de domination territoriale elle induit. Alain Joxe a souvent tendance à ramener la restructuration du capital à une volonté ou une stratégie américaine, ceci présenté unilatéralement est faux. Mais il est tout aussi faux de toujours considérer les acteurs comme des agents. Dans le premier cas, l'évolution du mode de production capitaliste est ramenée à un jeu d'intérêts et de rapports de forces, mais dans le second cas les lois générales du capital sont hypostasiées et deviennent, dans leur abstraction même, le moteur de l'histoire qui n'est alors que leur réalisation. Dans les deux cas, on considère les acteurs comme indéterminés, dans le premier la loi n'est que le résultat fortuit de leur action, dans le second, ils ne sont que des fantoches manipulés par la loi ou par le concept. Quand je dis " les Etats-Unis veulent ceci ou cela ", mon sujet est déjà plein jusqu'à la nausée de déterminations, non pas de déterminations qui l'agissent, mais qui tout simplement sont lui ; ce serait déjà introduire une ambiguïté de dire qu'elles le définissent. "L'Europe otanique obligeait l'Amérique à un minimum de territorialité impériale. En s'en détachant, les Etats-Unis s'élançant dans une direction qui les attire depuis toujours : celle qui ferait d'eux la première puissance impériale mondiale d'un type nouveau ; effaçant pour toujours la frontière entre la guerre et la paix et entre l'ordre et le désordre (souligné par nous), ils chercheraient franchement à dominer par des stratégies indirectes un univers globaliste dérégulé et délocalisé. (...) C'est la forme possible de l'empire américain sur le monde entier. Il ne s'agira pas d'un empire terrestre, d'un "empire-monde", pour reprendre la terminologie de Wallerstein, mais d'une forme nouvelle d'empire universel "maritime", surgissant de l'unicité de l'économie-monde et du contrôle continu en temps réel que permet le space power. L'empire du désordre est la forme tout à fait rationnelle que doit prendre l'organisation de la société mondiale, dominée par le système libéral du marché concurrentiel et dotée du système d'armes et de communication modernes. (...) Il se prépare pour le XXI<sup>e</sup> siècle un monde bâti entièrement sur l'accoutumance aux inégalités et aux ghettos. (...) Le rôle du pouvoir militaire, dans l'empire du désordre, est de faciliter la libre circulation des flux sur la surface entière du monde, de forcer les peuples à une non intervention dans "les affaires intérieures du marché" qui seul sera en charge de déterminer les courants de connexion et les noyaux de pouvoirs émergents, à condition que ces noyaux soient plutôt américains. La domination de la planète se fera par des interventions "coups de poings", non seulement grâce au pouvoir naval et aérien, mais aussi par le pouvoir spatial, le pouvoir hertzien : d'une façon générale le pouvoir des no man's land. D'ores et déjà, d'une certaine façon, il n'existe plus que des désordres internes à l'empire unifié. (...) L'empire du désordre est donc un monde où la guerre entre puissances centrales pourrait avoir disparu, et où la société mondiale s'organiserait en sous-ensembles violents, emboîtés ou juxtaposés et fortifiés, pratiquant à l'échelle de la planète comme à l'échelle du

## Pétrole, Sexe et Talibans

quartier l'extorsion et le racket. Aucun des niveaux d'organisation de l'espace géographique (continent, état, région, ville, voisinage) n'aurait plus la légitime ambition de faire régner "à l'intérieur" la paix. (...) On retournera donc pour survivre aux solidarités d'ordre tribal (race, langue, religion) et à leurs versions modernes (mafias, gangs, sectes). Cette évolution n'est pas une utopie. Elle s'amorce visiblement sous nos yeux, depuis longtemps, dans les périphéries sud du système capitaliste, dans nos banlieues, depuis peu en Chine et en URSS. (...) Mais ce refus de s'engager à terre est une renonciation à l'ordre. Le seul lien entre l'action militaire, la domination et l'établissement d'un ordre politique a toujours été la conquête. En se dégageant de toute obligation de champ de bataille, de toute obligation d'occupation et de toute obligation de conquête, les Etats-Unis se dégagent également de toute nécessité de produire un modèle d'ordre positif." (Alain Joxe, op. cit., p. 284 et p. 287 à 290). La limite de l'analyse et de la description d'Alain Joxe réside dans le fait qu'il ne voit pas d'"ordre", car pour lui, l'ordre ce n'est pas la reproduction du mode de production capitaliste, mais fondamentalement la démocratie, qui est pour lui la société, définie comme rapport entre citoyens. L'ordre est le résultat d'une citoyenneté sur un territoire, une implication communautaro-politique de l'individu et non pas les rapports contradictoires de classes. L'intérêt de cette analyse est cependant de bien faire ressortir que si l'on pose comme point de départ le caractère global de la circulation internationale du capital (c'est-à-dire si l'on ne pose pas cette circulation comme rapports et sommes entre aires prédéterminées), il est vain, et contradictoire à l'hypothèse de départ, de rechercher une réorganisation nationale ou régionale intégratrice, ayant une cohérence en elle-même. On ne peut demander à la restructuration actuelle du capital de réaliser un type de cohérence des rapports sociaux capitalistes qui appartenaient à un stade antérieur. La restructuration actuelle ne va pas ressusciter le "fordisme" là où il existait, et encore moins l'étendre là où il n'existait pas. Elle ne produit pas non plus un "retour aux solidarités tribales". Ce n'est pas la situation présente de l'Afghanistan qui apporte l'exemple du contraire. Il ne s'agit pas d'un retour : le contour, le contenu de la "tribu", sont une production actuelle, bien sûr on peut faire l'histoire de tout et de n'importe quoi, et donc considérer la communauté comme ethnies, tribus, communauté religieuse et pourquoi pas de quartier comme Michel Seurat avait tenté de le faire à Tripoli au Liban. Faisons un sort particulier à la désétatisation de l'Afghanistan, c'est là qu'il faut un peu parler des talibans dans leur relation à la "division ethnique" de l'Afghanistan. Fin XIX<sup>e</sup>- début XX<sup>e</sup>, le Patchoune Abder Rahman avait unifié l'Afghanistan sous la domination de ses tribus du Sud. Les Kaffirs sont convertis de force, les Hazaras sont écrasés ; Abder Rahman " lance ses Patchounes nomades à la conquête des terres des Tadjiks et Ouzbeks sédentaires. Ce grignotage incessant s'est poursuivi tout au long du règne de Zaher Chah. (...) Comme tant de pays du tiers-monde, l'Afghanistan était coupé en deux : d'une part Kaboul modernisée et ouverte aux influences extérieures, de l'autre, une campagne qui

## Pétrole, Sexe et Talibans

n'avait guère changé depuis des siècles et qui commençait aux portes de la capitale. Pour l'avoir oublié, le roi Amanoullah (1919 - 1929) qui avait dévoilé sa reine, interdit la barbe et les cheveux longs, proscrit le costume traditionnel dans les rues de Kaboul, à l'imitation d'Ataturk, mais ne s'était jamais préoccupé des campagnes arriérées, fut chassé de son trône par un vulgaire brigand tadjik, Batcha Sakao, " le fils du porteur d'eau ", lui-même assassiné peu après. Nader Chah (père de Zaher Chah) subira le même sort en 1933 " (Le Monde, 5 / 12 / 01). Zaher Chah en tire la conclusion qu'il faut réformer avec prudence, mais cette prudence " ne fit qu'enflammer la clolère des mollahs, précurseurs des chefs moudjahidins les plus islamistes et des talibans, sans apaiser la frustration de la gauche urbaine, militaires et fonctionnaires sous-payés, étudiants sans emploi, futurs adversaires dans des combats sans pitié. " (id). " Vers 1910, le roi Habib'Ullah, désireux d'affaiblir les chefs féodaux, abolit le servage sans changer les rapports de domination. Les nouveaux ouvriers agricoles ne gagnent pas assez pour se nourrir ; et leurs chefs mécontents, obtiennent en compensation la reconnaissance de titre de propriété. Mais cette mesure prive les nomades de leur libre parcours et casse la complémentarité économique saisonnière entre nomades et paysans. (...) Faute de registres, l'Etat prélève des impôts arbitraires que les plus pauvres paysans, dans les années 1950, ne peuvent plus payer. L'économie afghane, rurale à 85% se dérègle. La production alimentaire baisse tandis que grandit la demande urbaine. En 1949, le pays soudain importe du blé. Devant la sous-alimentation, les experts préconisent des cultures de rente, comme le coton, pour faire entrer des devises et acheter des céréales, au lieu d'en semer. L'époque était à la planification, et le pays s'y lance, toujours sans données. Les coopérants étrangers travaillent sans coordination. Ils reprochent au peuple son traditionalisme, quand la tradition seule permet de vivre dans la montagne ou le désert. Mais on modernise à tout prix. Au bout de 75 ans d'efforts, à peine un quart des échanges dans les campagnes étaient monétisés dans les années 80. La réforme agraire que voulaient les communistes en 1978 échoue en l'absence de cadastre. L'arbitraire aveugle du régime entraîne une rébellion spontanée à coup de pelles et de pioches. Puis l'URSS entre en Afghanistan. Alors viendront la guerre et toutes sortes d'ONG, qui, parfois, fourniront une formation militaire, en tout cas de l'argent, des médicaments, du pouvoir ". L'auteur ne mentionne pas la grande famine de 1971-1972 (au moins 100 000 morts) comme résultat de ce grand " dérèglement " de l'agriculture. Cette grande famine montre cependant que ce ne sont pas les tentatives de " modernisation " en elles-mêmes ou seules qui " dérèglent " la situation agricole, mais la " modernisation " au profit d'un cadre social traditionnel. Lors de la famine, la distribution des 500 000 t de blé de l'aide internationale a été effectuée par le biais d'un programme corvée contre nourriture - rarement honoré - , car les arbabs (seigneurs) et les fonctionnaires avaient tout accaparé. " Le pays se heurte brutalement à l'économie de marché. L'afflux de dollars pour payer les dépenses des ONG suscite de nouveaux besoins, encourageant la culture du pavot. Des

## Pétrole, Sexe et Talibans

mercenaires achètent les céréales de l'aide alimentaire, pour les apporter aux paysans en leur conseillant cette culture. la production de pavot passera de 500 kg à 5000 t en quinze ans. " (Habib Haider, " Afghanistan, agriculture d'abord ", Le Monde). En Asie centrale et en Afghanistan, l'effondrement de l'URSS a accéléré la destruction des formes sociales traditionnelles que le pouvoir soviétique avait remarquablement intégré (ou l'inverse : elles s'étaient remarquablement intégrées aux formes du pouvoir politique et économique soviétiques). Ces républiques n'ont pas manifesté un très grand nationalisme au moment de " l'éclatement de l'empire " (contrairement aux prévisions de Carrère d'Encausse). Tout l'équilibre ethnique de l'Afghanistan a été modifié par la guerre contre les soviétiques. Les clivages ethniques sont récents, c'est pendant cette guerre que Tadjiks, Ouzbeks et Hazaras se dotent pour la première fois d'organisations politico-militaires. Avant, les gens du Panchir (fief de Massoud) ne se définissaient jamais comme Tadjiks. La guerre a polarisé et figé les identités ethniques. La guerre fabrique de l'ethnie, ethnie qui n'a pas d'existence en dehors de son contexte. " Les Hazaras chiites sont traités en Iran de la même manière que les patchounes sunnites, c'est-à-dire comme des étrangers dont il faut se débarrasser. Même chose pour les Ouzbeks. Les Ouzbeks afghans ne se voient pratiquement pas accorder la nationalité ouzbèke quand ils vont en Ouzbékistan. En fait, ces Afghans qui se déchirent de plus en plus entre eux en Afghanistan, sont renvoyés à leur identité afghane dès qu'ils quittent leur pays. " (Olivier Roy, Le Monde, 3 / 4 / 01). Dans son texte " Exil, relations interethniques et identité dans la crise afghane " (contribution à l'ouvrage collectif " Des ethnies aux nations en Asie centrale " ; Edisud), Pierre Centlivres défend la thèse d'une occultation du problème ethnique ; occultation possible avant le début des années 80. Cependant, si " la pluralité ethnique était un thème tabou ", Centlivres souligne que " Les entités désignées sous le nom de groupes ethniques et récemment de nationalités sont disparates et hétérogènes " et qu'aucune n'a de bases territoriales définies. La question ethnique n'est apparue que dans la tentative de constitution d'un Etat-Nation à l'époque d'Abdur Rahman : " la nation qu'il rêvait unifiée se voit officiellement divisées en diverses nationalités " (c'est un phénomène semblable qui est analysé, à propos de l'Afrique, au moment de la colonisation, dans l'ouvrage collectif " Les ethnies ont une histoire " sous la direction de Chrétien et Prunier, Ed Khartala). La fixation de l'ethnicité est en Afghanistan une construction dans la tentative d'édification d'un Etat-Nation dont la " patchounisation " du pays était un des buts avoués. Cette tentative a occulté " l'ethnicité " antérieure, labile et hétérogène, au profit d'une définition fixe dans le cadre de la participation commune à l'Etat-Nation afghan. Cette fixation constitutionnelle est devenue le contenu et le but d'aspirations politiques avec l'éclatement de l'Etat forçant la population à se définir dans ce cadre, non seulement en Afghanistan même, mais surtout en exil, dans les camps de réfugiés principalement. L'occultation de l'ethnicité dans la tentative de fondation d'un Etat-Nation n'est pas l'occultation de l'ethnicité telle qu'elle existait auparavant, mais l'occultation de l'ethnicité que cette

## Pétrole, Sexe et Talibans

tentative produit et sur laquelle en partie elle se fonde. Une fluidité et une interaction ethniques (souvent conflictuelle) sont transformées en assignation fixe et rapports de forces excluant l'interaction. L'assignation ethnique qui résulte de l'éclatement de l'Etat amène les Afghans, surtout dans la situation de l'exil, à vivre sous un double registre : celui politique (leur place dans " l'Etat " afghan) selon cette assignation , et celui de la survie quotidienne. " Dans la vie quotidienne, le repli se fait plus étroitement sur le qawm, défini en général comme désignant tout groupe d'appartenance, par opposition à ce qui lui est extérieur, du quartier au lignage (...)

C'est par ces relais dans les grandes villes que les réfugiés entrent en contact avec le marché du travail et des employeurs, aussi bien que par des réseaux personnels, étroitement liés au qawm et au voisinage ". On peut voir ainsi, dans les mines de charbon des environs de Quetta, dans les briqueteries de Peshawar ou les fabriques d'allumettes ou de savon de Karachi, des équipes de travailleurs provenant du même village ou de la même subdivision ethnique. " (Centlivres, op cit). cette unité est infraethnique au sens où l'ethnie est maintenant une assignation politique. " On voit donc qu'il faut distinguer entre le niveau concret des pratiques, basées sur le qawm, et celui des références et des aspirations. " (id). Les talibans sont le résultat d'une transformation sociale effectuée durant la guerre contre les soviétiques. Ils ne sont pas issus des aristocraties tribales. Comme le mollah Omar, brillant motocycliste, ils sont issus de familles de paysans pauvres qui se sont retrouvés dans les camps de réfugiés. Il est significatif que la production d'identités ethniques s'effectue simultanément à la destruction de la société ancienne. " Les talibans représentent un défi aux structures tribales traditionnelles. " (id). Dans les négociations avec les talibans antérieures au 11 septembre, les Etats-Unis n'avaient pour but que la livraison de Ben Laden, parce que ce que représente les talibans en Afghanistan est parfaitement " moderne ". C'est pour cela qu'il put y avoir rencontre entre Ben Laden et les Talibans. " Les talibans incarnent un singulier paradoxe : ni tribaux traditionalistes, mais issus de ces réseaux ; ni nationalistes patchouns, mais appartenant dans leur écrasante majorité à cette ethnie, celle du pouvoir ; ni militants révolutionnaires de l'islam, mais partisans d'une bigoterie ubuesque à dimension messianique. Avec parfois des surprises. Au nom des saints principes de l'islam, le mollah Omar a, tout en instituant une répression sans précédent contre les femmes, pris des mesures permettant aux épouses pachounes de ne plus être tributaires du pachounwalli, l'implacable code de l'honneur tribal. Un décret interdit désormais d'antiques pratiques, comme l'obligation pour une veuve de se marier avec son beau-frère ou le " don " de femmes pour empêcher une longue vendetta à la suite d'un meurtre... De même pour les questions d'héritage. En Afghanistan, selon le droit coutumier, les femmes n'héritent pas. Charia (loi musulmane) oblige, elles ont désormais droit à une demi-part. " (Bruno Philip, Le Monde, 11-12 / 3 / 01).

Ce qui est analysé comme destruction régionale ou nationale (désétatisation)

## Pétrole, Sexe et Talibans

prend son sens et est définitoire d'une autre cohérence mondiale, dans le cadre de la restructuration générale du mode de production capitaliste. Le problème consisterait à définir théoriquement le statut des interfaces entre les focalisations productives plus ou moins denses du cycle mondial du capital et ce que l'on décrit comme marges, tribus ou ghettos, économie souterraines, mafias diverses, kleptocraties, centres financiers off-shore. La nouveauté réside dans le fait qu'il ne s'agit plus d'articulation entre le mode de production capitaliste et d'autres modes de production, même si ceux-ci n'avaient de signification que par rapport au premier, mais de la diffusion hiérarchique globale du mode de production capitaliste posé mondialement comme une totalité. Le cycle mondial du capital ne peut plus se décrire comme articulation mais plutôt comme diffusion. On ne peut plus également parler d'enclaves ou de développement par enclaves, dans la mesure où, dans une société duelle, avec les économies souterraines, les ghettos ou les ethnies, c'est toute la société qui fonctionne pour et par ces enclaves, même si ce n'est que pour rembourser quelque projet pharaonique improductif. Dans cette situation de dépassement des intégrations nationales et régionales, la reproduction du capital qui se bouclait plus ou moins sur une aire délimitée perd ce cadre de références et de cohérence. L'Etat en assurait la cohérence en ce qu'il émane du pôle dominant (celui qui subsume l'autre) de l'implication réciproque entre prolétariat et capital, il était le garant de cette implication réciproque, c'est ce que l'on appelle assurer le " compromis social ". Le principe fondamental, conceptuel, de cette perte de cohérence réside dans la scission entre le procès de valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Les notions d'économies parallèles ou souterraines sont bien superficielles en ce qu'elles ne font que renvoyer au caractère légal de l'activité (déclarée ou non), à sa taille ou à son marché immédiat, elles ne rendent pas compte des racines de cette " souterranéité ", et du caractère beaucoup plus global du phénomène. La valorisation du capital s'échappe " par le haut " en fraction ou segment du cycle mondial global du capital, au niveau des investissements, du procès productif, des emprunts, du marché, de la circulation de la plus-value, de la péréquation du profit, du cadre concurrentiel. Les pays du Maghreb étant de plus en plus dépendant de l'ensemble européen, le Moyen-Orient quant à lui de l'ensemble américain ou japonais, l'Asie centrale d'un triumvirat entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine, maintenant dominé par les premiers. Le Xinjiang occupe une position vitale pour Pékin : réserve d'hydrocarbures et, au-delà, plate-forme de projection vers une " route de la soie " que la Chine cherche à revivifier pour s'ouvrir une profondeur stratégique en Asie centrale. La reproduction de la force de travail s'échappe " par le bas " : autosubsistance, solidarités locales, économies parallèles, ce qui retravaille d'anciennes cohésions sociales en conférant au domaine religieux de nouvelles significations d'être-ensemble. Parallèlement, le cadre national central et le rôle de l'Etat se délitent. Les interventions, comme aux Philippines, ont, entre autres, pour but de torpiller tout arrangement national ou régional comme cela avait déjà été le cas dans le Golfe. Aux Philippines le pouvoir



## Pétrole, Sexe et Talibans

central avait récemment conclu un accord de cessez-le-feu avec le FMIL de Mindanao. Que ce soit avec la politique des protectorats (Kosovo, Macédoine, Timor oriental, Cambodge et maintenant Afghanistan), avec les politiques de renationalisation (nation building), ou avec le minage de toute réentente nationale, ce dont il s'agit c'est de séparer d'une part reproduction et circulation du capital et d'autre part reproduction et circulation de la force de travail. La reproduction et l'accumulation du capital au Pakistan ou aux Philippines ne sont pas elles-mêmes en connexion avec la reproduction de la force de travail pakistanaise ou philippine (c'est une des raisons de la " déislamisation " de l'Etat pakistanais). Dans un tel " nouvel ordre mondial ", comme on va le voir, la question de la distinction entre opération de guerre et opération de police n'a plus un grand intérêt.

Pour Ben Laden, Al-Qaida et les talibans l'opposition aux Etats-Unis résulte de la volonté, totalement utopique, de créer une vaste zone sécessionniste du capital mondial allant de la Mer Rouge à l'Indonésie. Le premier attentat important imputé à Al Qaïda a lieu quand se précise le gazoduc américain à travers l'Afghanistan. " Les attentats du 7 août 1998 contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salaam allaient ruiner le gazoduc. Le 21 août, Unocal annonçait qu'elle suspendait toutes ses activités impliquées dans le projet de gazoduc en Afghanistan. Le jour même, l'aviation américaine bombardait des cibles supposées terroristes en Afghanistan et au Soudan. (...) Le gaz turkmène attendra la paix. " (Le Monde, 22 oct 2001). Pourtant en janvier 98, un accord avait été passé avec les Talibans qui avaient pris le pouvoir en 96, le régime taliban était alors encore vu favorablement aux Etats-Unis. L'instauration de la paix en Afghanistan aurait permis (et permetra) l'ouverture de l'Asie centrale sur le monde, hors du face-à-face exclusif avec la Russie. Une telle volonté " sécessionniste " n'a pu voir le jour que de par le développement capitaliste des 25 dernières années. Que les richesses profitent aux musulmans, aux locaux ! " L'effondrement de l'Union Soviétique a rendu les Etats-Unis plus hautains et ils ont commencé à se considérer comme les maîtres de ce monde en établissant ce qu'ils appellent un nouvel ordre mondial. (...) Ils veulent occuper nos pays, voler nos ressources, imposer leurs agents pour nous diriger (...) et ils veulent que nous soyons d'accord. " (déclaration de Ben Laden in Peter Bergen " Holy War Inc " Ed. Free Press, New-York, cité dans le Monde Diplomatique oct 01). Un tel " projet de sécession " n'a de sens qu'après la guerre du Koweït, il s'enracine dans la défaite saoudienne que fut la guerre du Golfe : l'importance des Saoudiens dans le mouvement est loin d'être conjoncturelle, et recoupe même les ambiguïtés des positions saoudiennes officielles. Quand le Yemen craint d'être une prochaine cible de l'intervention américaine (pays d'origine de très nombreux combattants des réseaux de Ben Laden), ce qui apparaît (outre les questions spécifiques soulevées par la réunification du Yemen) c'est que le centre de l'activité de Ben Laden ce n'est pas l'Asie centrale ou l'Afghanistan mais la péninsule arabique. Non qu'il s'agisse d'un but national saoudien, mais il ne peut

## Pétrole, Sexe et Talibans

exister la moindre crédibilité du projet sécessionniste que dans la mesure où la puissance financière et pétrolière de l'Arabie saoudite y est impliquée. Si l'Arabie saoudite demeure le coeur du projet c'est également le résultat de l'après-guerre du Golfe qui vit la défaite de la figure autonome du rentier et l'introduction de la rente dans la péréquation générale du taux de profit. Le projet sécessionniste est en grande partie le produit de la situation actuelle du pays, il s'appuie sur son effondrement interne, son implosion. Les problèmes de l'économie rentière sont bien connus : d'entrée de jeu c'est comme revenu que circule la valeur et non comme capital ; dévalorisation des activités productives ; accroissement de la dépendance ; toute activité productive ne se juge pas à sa capacité à dégager de la plus-value mais à s'approprier une valeur supplémentaire déjà existante (cf. TC 11). " Les Saoudiens doivent se mettre au travail " déclare le prince Abdallah en décembre 98. En 20 ans le PIB par habitant a chuté de 16 500 \$ en 81 à moins de 6000 \$ en 2000. Une baisse due à la fois à la déprime du prix du pétrole et à l'augmentation de la population passée de 9 à 22 millions dans la même période. L'Etat rentier a rompu le " pacte " liant la classe dirigeante à ses sujets : la docilité politique en échange des garanties de l'Etat-providence. La plupart des salariés saoudiens sont en effet employés par le secteur public, on ne parle pas ici de la main-d'oeuvre importée. " Or l'Etat, qui s'est engagé auprès du FMI et de l'OMC à se réformer n'a plus les moyens d'offrir des emplois aux nouveaux arrivants sur le marché du travail, soit quelques 100 000 diplômés par an. Le secteur privé largement dépendant des commandes publiques, ne peut accueillir tous les nouveaux arrivants. Au total l'économie n'absorbe que la moitié d'entre eux. Le chômage qui est évalué à 25 % - 30 % de la population active masculine, alimente un mécontentement dans lequel la contestation islamique puise sans peine des recrues ; le ressentiment est grand à l'encontre des travailleurs expatriés généralement asiatiques, il est cependant loin d'atteindre l'animosité à l'encontre des Occidentaux en général et des Américains en particulier, nourrie par la présence persistante de 20 000 Américains dont plus de 5000 soldats. L'opinion que cette présence est sacrilège est partagée par tous les Saoudiens y compris jusque dans la famille régnante. L'âpreté avec laquelle les administrations américaines ont pressuré commercialement l'Arabie Saoudite en reconnaissance des services rendus en 91 est considérée comme du racket. En Arabie Saoudite la redistribution de la rente est un enjeu majeur, mais les limites du système commence à apparaître avec la montée d'une opposition intégriste. Cette opposition organisée à la présence américaine est à l'origine des deux attentats contre les troupes américaines de 95 et 96. En outre, elle réactualise l'opposition des tribus du sud au pouvoir des Saoud (les clans du nord se partagent les richesses du pays). Ce que représente Ben Laden est incompréhensible si l'on ne se réfère pas à la guerre du Koweït et à la crise des économies rentières : la disparition de la figure autonome du rentier. Refaire le coup de Saddam mais sans le nationalisme. La bataille des oléoducs dont les talibans et Al-Qaida sont des acteurs a une toute

## Pétrole, Sexe et Talibans

autre dimension que celle d'un simple conflit géopolitique inter-capitalistes, c'est aussi et surtout un conflit dont l'issue est une détermination d'un stade de l'histoire du capitalisme (finalement comme tous les conflits inter-capitalistes) : entériner la situation nouvelle créée par la guerre du golfe. Ben Laden n'est pas un nouveau Saddam, son objectif et sa raison d'être ne sont pas le nationalisme, mais une sécession interne à la mondialisation qui ne pourrait que passer par l'annulation de cette défaite. Le retournement de Ben Laden contre son créateur est le produit de la fin de la guerre froide comme cadre général et de l'après guerre du Koweït comme situation particulière déterminante. En fait les termes de " créateur " et de " créature " masquent la réalité : les Américains ont modelé une force à leur service à partir d'un matériau existant dans les conditions sociales existantes, le " retournement " est alors un peu moins " frankesténien ". L'évènement du 11 septembre entre bien et mal dans le cadre d'une relation entre Etats et d'un marchandage économique. Après l'arrivée au pouvoir de W Bush les négociations avec les talibans sont énergiquement relancées afin de répondre aux attentes des compagnies pétrolières américaines. Il fallait sortir du " grand jeu " qui depuis le XIX<sup>e</sup> siècle est en fait un jeu à somme nulle, la victoire totale des talibans envisagée un moment par les Américains, se révèle impossible à partir de 98. Américains et Pakistanais d'un côté, Russes, Iraniens et Indiens de l'autre, se neutralisent réciproquement. Pour ouvrir l'Asie centrale, il faut amener les talibans à négocier et à ouvrir le gouvernement de l'Afghanistan à l'Alliance du Nord, c'est le but de la pression américaine à partir de 98, elle se renforce après l'élection de W Bush. Pour cela, il faut que les talibans abandonne Ben Laden et Al-Qaida. Le fameux pipe-line ne pouvait arriver qu'une fois cette ouverture et cet abandon accomplis. Il apparaît au travers de nombreux documents et témoignages (" Ben Laden, la vérité interdite ", compte rendu et extrait dans Le Monde 13 / 11 / 01) que les menaces et les chantages sur les talibans furent précis durant toute l'année 01. " Ben Laden n'a pas eu de difficulté à convaincre le mollah Omar que, s'il le lâchait, il serait ensuite broyé lui aussi. L'été 2001, les talibans ont, à tort ou à raison, conclu qu'une intervention militaire lourde se préparait contre eux. Là encore Ben Laden n'a eu aucun mal à les persuader que, dans ces conditions, mieux valait tirer les premiers. (...) Cela reste une spéculation, fondée sur des indices réels. Elle présente l'avantage de fournir une cohérence politique à l'engrenage qui, le 11 septembre, a abouti à l'inimaginable. ". Il est inutile de rentrer dans le détail des négociations sur le fameux gazoduc qui devait conduire le gaz turkmène jusqu'à l'océan Indien via l'Afghanistan (toute l'histoire est bien connue, Hamid Karzai a même travaillé comme consultant pour Unocal). Ce qui est plus intéressant c'est l'intransigeance des talibans dans ces négociations avec l'ONU et les Etats-Unis. Ne pas " lâcher " Ben Laden (si tant est qu'ils en aient eu la possibilité), c'était s'opposer à tout accord interne afghan. C'est le Pakistan qui avait le plus à perdre dans cet accord, l'intransigeance des talibans en découle. Pour le Pakistan et les talibans la menace militaire américaine face au refus de tout accord avec l'Alliance du Nord et les

## Pétrole, Sexe et Talibans

Ouzbeks pouvait être déjouée. Dans le cadre de ce marchandage, ce qui apparaîtra a posteriori comme de " faux calculs stratégiques " n'étaient pas a priori dénués de bon sens. Assassiner Massoud, c'était affaiblir l'Alliance du Nord et si les Etats-Unis voulaient tout de même s'appuyer sur elle, ils rencontreraient l'opposition du Pakistan qui n'accepterait jamais le démantèlement du pouvoir des talibans. La Russie, en opposition avec les Etats-Unis sur le rejet unilatéral des accords nucléaires, ne collaborerait pas. Les Etats-Unis seraient condamnés à bombarder de très loin de façon inefficace. Mais le Pakistan a choisi le Cachemire, la rivalité avec l'Inde, l'acceptation de sa détention de l'arme nucléaire, l'effacement partiel de sa dette et Poutine d'avaloir une couleuvre et de massacrer un peu plus les Tchétchènes avant les Georgiens (c'est finalement les Américains qui semblent s'en charger directement).

Le caractère religieux du projet sécessionniste n'était pas absolument nécessaire, mais il est une mise en forme et un contenu explicables de celui-ci. Le projet de sécession est par nature interclassiste, il mobilise " les masses " qui n'ont rien retiré de la capitalisation intensive, des fractions de " l'aristocratie " pétrolière rentière contre les " vendus aux infidèles ", les classes moyennes laminées par la capitalisation mondialiste ; il se justifie par l'intérêt supérieur du monde musulman englobant et dépassant tous ces membres et toutes les catégories sociales. L'Islam vient ici supplanter le nationalisme anti-impérialiste devenu caduc dans la défaite globale de l'ancien cycle de luttes. Malgré les apparences, la mise en oeuvre d'un tel projet est en lui-même une disciplinarisation (on peut parler, dans les rapports de production capitaliste de disciplinarisation au vu des modalités de la mise au travail et de l'exploitation) des masses prolétarisées. Une fois les choses remises en place, c'est-à-dire la hiérarchie des déterminations entre la reproduction mondiale du capital et la reproduction locale de la force de travail (par la violence si nécessaire), il peut y avoir entente entre l'islamisme et le " grand satan américain ", comme on peut déjà le voir au Pakistan et au Soudan. L'Islamisme se développe sur la base d'un prolétariat déjà battu à tous les niveaux : dans ses luttes immédiates, dans les grandes émeutes anti FMI des années 80-début 90 ; dans les programmes nationalistes de développements autocentrés. L'islamisation de la lutte de classe est le fait d'un prolétariat battu. La forme religieuse se développe sur des structures traditionnelles brisées par la relation, insoutenable à terme, entre les deux aspects de la double vie du prolétaire dans les aires d'industrialisation récente et dépendante (non-endogène) : énorme décalage entre d'un côté l'industrialisation et de l'autre le mode de vie et de reproduction de la force de travail qui ne peut être qualifiée, de façon absolue, comme force de travail libre. L'usine, comme le dit Serge Latouche dans " L'occidentalisation du monde ", échoue à fonctionner comme " une maison de la culture ". La faillite de ces structures conjointement à la défaite des luttes, consommée dans les années 80 - 90, laissent la place au rapport religieux : individu isolé / universalité. Le capital ne peut ici que tolérer une autre

## Pétrole, Sexe et Talibans

communauté à côté de la sienne. Après la première période des " Frères musulmans ", à partir de la fin des années 1950 et durant les années 60, l'islamisme disparaît presque totalement en tant que force sociale et politique organisée. Les soulèvements de Hama (1964) et de Damas (1966) sont moins l'oeuvre des Frères que la réaction spontanée des commerçants encadrés par quelques chefs religieux contre les mesures d'étatisation des principales activités économiques. Le mouvement islamiste qui renaît au début des années 70 n'a plus la même nature ni les mêmes objectifs sociaux. Il est en premier lieu l'expression de la crise et de l'échec des nationalismes politiques et économiques, il recrute alors dans ces mêmes classes moyennes qui trouvaient jusque là dans ces politiques des filières d'ascension sociale et des privilèges économiques divers : enseignants, étudiants, officiers subalternes, ingénieurs... C'est également la période de montée en puissance des monarchies pétrolières et de l'intégration rentière de la région. Ces mouvements trouvent dans cette mutation les conditions de leur développement d'autant plus que les pouvoirs en place, tant en Syrie, qu'en Egypte ( mais aussi en Tunisie et en Algérie), ayant déjà largement entamé la liquidation de leurs tendances ou éléments de la gauche nationaliste, trouvent dans ces mouvements des alliés naturels. Cependant l'échec du développement économique autocentré, et les politiques libérales dites d'ouverture qui lui succèdent ont provoqué l'apparition d'une énorme masse d'exclus qui se manifestent dans les émeutes des grandes villes arabes à partir de la fin des années 70. Et c'est à partir de là que les mouvements islamistes dépassent le stade d'une existence confidentielle ou de pratiques terroristes. A partir des années 80, l'islamisme devient l'expression de toutes les limites de ces révoltes, qu'il encadre avec plus ou moins de réussite, face à un pouvoir étatique auquel il n'a d'autre programme à opposer que celui qu'il applique déjà. Les islamistes sont la face populiste de la grande bourgeoisie affairiste au pouvoir, expression à la fois des limites de l'économie rentière, et des manifestations du prolétariat que cette économie et ses limites provoquent. La question n'est pas de savoir comment la religion, la politique, l'économie relie des individus-Robinson, mais de comprendre pourquoi le lien des individus particuliers définis par et dans un mode de production déterminé, prend la forme de la religion, de la politique, de l'économie. Quelles sont les limites de ces émeutes qui constituent l'islamisme comme leur expression synthétique ? Dans la constitution capitaliste de l'exclusion, l'aliénation du prolétaire vis-à-vis de l'ensemble des rapports sociaux et de sa propre reproduction n'apparaît pas comme le produit de sa propre activité, et l'aliénation comme le rapport contradictoire qu'il entretient avec l'ensemble de cette société, mais comme une donnée inhérente à son individualité, c'est le pauvre. Devenue inhérente à l'individualité, la séparation d'avec les autres individualités et d'avec la communauté, ne se résout que dans une relation qui transcende ces individualités et se pose face à elles comme radicalement extérieure. Les spécificités historico-culturelles et les contraintes sociales de la période ne viennent alors que mettre en forme cette relation comme religion,

## Pétrole, Sexe et Talibans

culture, nation. Dans sa contradiction avec les rapports sociaux capitalistes, dans laquelle il est reproduit comme "exclu", comme pauvre, le prolétariat produit dans la religion les limites inhérentes aux conditions et caractéristiques de cette contradiction. Les mouvements islamistes des années 80 sont à la conjonction de trois processus sociaux : le désarroi et la marginalisation des classes moyennes face au libéralisme et à l'ouverture, que de par leur situation sociale elle ne peuvent pas critiquer comme capitalisme, mais comme "occidentalisation", comme mode de vie et culture ; l'échec des nationalismes, et la mise en place de l'intégration rentière avec les pays du Golfe comme pivot ; "l'exclusion sociale" et la multiplication des émeutes de la pauvreté. Tant que le mouvement islamiste n'a été l'expression que du premier de ces éléments, il s'est limité à une pratique terroriste (pratique toujours nationaliste, contrairement au terrorisme actuel) sans grande perspective : l'investissement de la mosquée de La Mecque en 1979, l'assassinat de Sadate en 1981. L'origine sociale des accusés dans l'affaire de l'attaque de l'académie militaire d'Héliopolis en Egypte est significative : 42 étudiants, 17 élèves de l'académie militaire, 3 soldats, 4 ingénieurs techniciens, 1 profession libérale, 3 ouvriers. Le soulèvement de la ville de Hama en Syrie, en février 1982, a revêtu une plus grande importance que les évènements précédents de par les caractéristiques sociales syriennes : bipolarité de la Syrie (entre Alep et Hama d'un côté, Damas de l'autre), recontre de la marginalisation des classes moyennes avec les luttes des commerçants. Au travers de la destruction de la ville c'est la destruction d'une structure sociale qui fut effectuée. Ce mouvement islamiste ne pouvait, sans se perdre, contester le pouvoir à la bourgeoisie en place. A considérer le mouvement islamiste comme critique de l'ordre social existant au Maghreb comme au Moyen-Orient, on confondait d'une part l'expression de la pauvreté qu'il était et est toujours à même de mettre en forme dans sa pratique et son langage religieux et, d'autre part, la révolte contre cette exclusion, révolte que le mouvement islamiste, s'est toujours employé à combattre, et sur les limites et les échecs de laquelle il prospère, en tant que reconnaissance politique et sociale de celle-ci. Mouvements de classes moyennes dévalorisées, la chance historique des mouvements islamistes des années 80, est de s'être trouvés, après les échecs putchistes, le produit, et à la jonction, de l'effondrement du nationalisme politique et économique arabe, de l'intégration rentière de la région avec les Etats du Golfe comme pivot, et surtout de la nécessaire mise en place conflictuelle d'une société duelle spécifiquement capitaliste. C'est en effet au milieu des années 80 que s'effectue, après la coupure du milieu des années 60 et l'échec du premier islamisme terroriste au début de ces mêmes années 80, un nouveau tournant dans l'évolution des mouvements islamistes. "Les régimes en place dans le monde musulman, pour éteindre l'incendie des groupes islamistes radicaux qui les menaçaient, ont allumé des contre-feux en favorisant une réislamisation "par le bas". Ils ont laissé se développer des mouvements qui avaient toute latitude pour prêcher la plus stricte adhésion aux normes de l'islam dans tous les domaines de la vie quotidienne, mais

## Pétrole, Sexe et Talibans

ne devaient en principe, jamais intervenir dans les affaires politiques. (...) Cette réislamisation par le bas, qui a pris une ampleur considérable depuis le milieu des années 80, a été largement financée par l'Arabie Saoudite et le Koweït qui voyaient d'un bon oeil ce piétisme conservateur, rigoriste et, croyait-on, garant de la stabilité sociale. " (Gilles Kepel : "Le Monde", 11/1/91). Cette analyse faite par Kepel ne met pas en relation ces mouvements de "réislamisation par le bas" avec les émeutes urbaines du Moyen-Orient. Pour lui ces mouvements n'auraient comme but que de contrer les groupes islamistes radicaux sur leur propre terrain, comme si ceux-ci représentaient le principal danger pour "l'ordre établi", comme si finalement on ne retrouvait pas, à la tête des groupes radicaux et de ce mouvement de "réislamisation par le bas", les mêmes groupes sociaux que ceux à l'oeuvre dans ce premier terrorisme. L'analyse demeure machiavélique et instrumentaliste en laissant dans l'ombre les raisons du succès des mouvements qui ne peut tout de même pas être entièrement ramené aux effets de la manne financière venue du Golfe. En outre le double aspect de cette réislamisation par le bas est simplement contesté, ces "deux aspects" ne sont jamais articulés. Il en est de même dans un autre très long article publié toujours dans "Le Monde" du 7/3/91 où ce mouvement " conforte et critique l'ordre établi ", sans que l'on sache comment ces deux aspects s'articulent. Dans l'article du 7 mars 91, cette dualité semblerait être le résultat même de leur succès. En fait, c'est l'idée même d'un aspect contestataire des mouvements islamiques qui est, si l'on peut dire, contestable. Les mouvements islamistes sont demeurés tout au long des années 80 essentiellement une force de maintien de l'ordre social. Les mouvements islamistes balaient le monde musulman du Maghreb à l'Indonésie, ils ne sont pas spécifiques au Moyen-Orient, même si les Etats du Golfe les appuyèrent politiquement et financièrement dès leur origine, souvent avec la bénédiction des Etats-Unis. Dans toute cette région, le développement du capitalisme par la colonisation, la tutelle mandataire, la création de l'Etat d'Israël, a détruit les sociétés traditionnelles. La modernisation capitaliste sous l'égide de la petite bourgeoisie a mené au désastre économique dans le contexte du capitalisme mondial, elle ne put jamais faire du capital la seule communauté, créer l'allégeance démocratique à l'Etat, produire la figure du citoyen, de l'individu atomisé et intégré dans la reproduction du capital exclusivement. Ce développement était même en partie fondé sur la dualité évoquée précédemment comme double vie du travailleur. L'intégration régionale, dans son échec, livre l'individu enfin spécifiquement capitaliste à sa situation "d'exclu". Depuis la fin des années 50, toute cette région, à des rythmes différents, suit le même parcours. Enfin, la formalisation religieuse des luttes de classes, n'est pas spécifique au monde musulman ; que l'on songe à l'Inde, à l'Amérique latine (théologie de la libération, évangélistes), à la Pologne des années 80, ou à certaines républiques de l'ex-U.R.S.S. La guerre civile en Algérie, l'incapacité du Hamas à définir une perspective politique en Palestine, et surtout la défaite saoudienne que constitue en réalité la guerre du Golfe (ce qui ne contredit pas l'évidente défaite irakienne)

## Pétrole, Sexe et Talibans

signalent l'échec de cet islamisme politique. C'est alors un nouveau changement global de l'islamisme qui s'amorce depuis le début des années 90 : la disparition de l'islamisme comme projet national. L'islamisme actuel est le résultat de la remise en cause du cadre national pour la reproduction de l'accumulation capitaliste et de la situation paradoxale de la reproduction de la force de travail simultanément soumise aux conditions d'exploitation et de mise au travail relevant d'un cycle mondial du capital et par cela même (déliquescence du cadre national) renvoyée à la "re-création de conditions et de cadres de reproduction" traditionnels". Rencontre hasardeuse et explosive entre d'une part une intégration et une dépendance mondiale et d'autre part la recréation d'une reproduction "traditionnelle" ayant perdu toute signification, finalité et nécessité internes (endogènes). C'est d'une "dénationalisation", d'une "déterritorialisation" même de l'islamisme dont il s'agit. Au Pakistan, il faut remonter à l'élimination d'Ali Buttho (1977) pour comprendre ce processus de "dénationalisation" de l'islamisme qui s'identifie avec son échec comme islamisme politique et "populiste" tel qu'il s'était développé dans les années 80, celles de l'intégration rentière saoudienne. La politique d'islamisation entamée par Zia Ul-Haq se substitue aux programmes de développement entamés sous Ali Buttho. Dans les années 80, le Pakistan connaît encore des taux de croissance de l'ordre de 6% et bénéficie de l'apport des travailleurs pakistanais émigrés dans les pays du Golfe. Ce n'est que dans les années 90, c'est-à-dire après la guerre du Golfe, la défaite soviétique en Afghanistan et la fin de la guerre froide que l'islamisme devient une force politique importante en Afghanistan. Les organisations islamistes remplissent encore le vide laissé par l'Etat. Le Pakistan ne consacre plus que 3,5% de son budget à l'éducation et à la santé (38% à la défense). "Des millions de réfugiés, un trafic de drogue incontrôlé, le culte de la kalachnikov et une culture du djihad constitue l'héritage de la guerre d'Afghanistan". (Le monde diplomatique, déc 01). Le Pakistan est confronté à la fabrication de plus en plus difficile d'une subsomption nationale de ses diversités : domination pendjabis particulièrement mal acceptée par les Sindhis, par les Baloutches et par les Mohadjirs de Karachi. C'est tout un problème de luttes internes à la classe dominante : les Mohadjirs issus d'une classe capitaliste entreprenante ont du se plier au pouvoir des aristocrates foncières pendjabis et accepter les structures sociales claniques pachounes et baloutches. Mais, pour ce qui nous intéresse ici, actuellement, ce problème de la construction étatique se retrouve à l'intérieur même de l'opposition islamiste où la tendance nationaliste est combattue par les plus radicaux pour lesquels l'ouma compte beaucoup plus que la nation. Dans tout ce mouvement d'effondrement de la construction étatique ce qui nous intéresse c'est la disparition du nationalisme étatique comme médiation de la "lutte anti-impérialiste". Les transformations de l'islamisme, l'échec de l'islamisme politique témoignent de cette évolution (même au Soudan l'islamisme national est en passe d'être abandonné par l'Etat qui se trouve alors confronté à un islamisme pour lequel le cadre national est anecdotique en même temps qu'il se localise de façon restreinte



## Pétrole, Sexe et Talibans

et territorialement changeante - " seigneurs de la guerre " -). " Cette nouvelle forme d'islamisme radical résulte d'un certain nombre de constats d'échec politiques et idéologiques : la fin du tiers-mondisme, la faillite du socialisme arabe, l'impasse de l'islam politique, doublés de la prise de conscience que les autorités religieuses officielles du monde arabe ont été " nationalisées " par les régimes en place. " (Le Monde diplomatique, janv 02). Ben Laden refuse " l'islamisme dans un seul pays " et n'a pas de stratégie nationale (la place centrale de l'Arabie saoudite dans sa stratégie n'est pas le résultat d'une stratégie nationale), ses réseaux sont constitués par des militants qui ont vécu l'échec des partis islamistes dans différents pays. Il s'agit alors d'une opposition interne (quasiment inhérente) à la mondialisation qui se situe à son niveau et dans les mêmes termes qu'elle, elle ne se constitue même pas comme alternative à elle. Elle n'est pas sa contradiction mais son ombre. Du côté " terroriste " les formes d'actions sont adaptées aux nouvelles formes de la reproduction capitaliste comme domination (d'où en partie la forme religieuse). Ce n'est pas une guérilla contrôlant un territoire, et même l'hypothétique " but final " de la sécession n'existe que par défaut, comme résultat d'une sorte de " contradiction " (une dualité en fait) dans la raison d'être du mouvement : déterritorialisation et internationalisation d'une part ; " révolte anti-impérialiste " d'autre part. Ben Laden représente un islamisme " abstrait " (c'est-à-dire déterritorialisé). Ces réseaux se développent après l'échec de l'islamisme populaire et nationaliste au Moyen Orient, principalement en Egypte (1997) d'où viennent nombre de ses lieutenants et conseillers politiques. " La rue " ne s'est pas soulevée contre l'intervention américaine (seule la ville de Quetta qui n'est qu'à 200 km de Kandahar a connu une situation insurrectionnelle le 8 oct 01). Al Qaïda c'est le contraire de Gamaat Islamiya (d'où viennent certains de ses cadres après la " défaite " de 97). Ben Laden se trouve en Afghanistan, parce que le 18 mai 96 il est expulsé du Soudan vers ce pays avec l'accord des américains. Le Soudan était prêt à l'extrader vers les Etats-Unis ou l'Arabie Saoudite, mais les premiers n'étaient pas en mesure de garantir sa condamnation et les seconds ne voulaient surtout pas de martyrs. Toujours sur cette " déterritorialisation " : la défaite militaire des talibans et des troupes d'Al-Qaïda n'est pas suivie par la naissance d'un mouvement de guérilla. Un tel mouvement ne correspondrait ni à l'idéologie ni à la pratique des talibans et d'Al-Qaïda, ni à leur implantation sociale, ni surtout aux conditions sociales de l'Afghanistan (petits pouvoirs locaux toujours prêts par nature à se rallier à la puissance momentanément dominante). " Dès le début de la guerre américaine en Afghanistan, ces régions (les zones tribales du Pakistan) ont été considérée par beaucoup comme pouvant offrir un refuge idéal aux " soldats perdus " de Ben Laden à l'heure de la défaite. Notamment parce que le phénomène de relative talibanisation de la province frontalière du nord-ouest pakistanais pourrait amener certains Patchounes à se sentir solidaires des partisans d'Al-Qaïda. La réalité est cependant plus nuancée, car le contexte qui prévaut depuis le 11 septembre vient de transformer les rapports de force. " Je pensais que les tribus résisteraient aux

## Pétrole, Sexe et Talibans

injonctions du gouvernement. Mais non, elles collaborent avec les autorités. Les chefs tribaux ont compris qu'après l'échec des talibans et d'Al-Qaida ils n'avaient rien à gagner à aider des gens vaincus par la puissance américaine. Ils n'ont aucune envie que la guerre se porte sur leur sol ", affirme Pareshan Khattak, ancien recteur de l'université de Peshawar et anthropologue. Cela ne veut pas dire que les tribus aient soudain renoncé à leurs droits et acceptent désormais sans broncher l' " ingérence " gouvernementale. " Mais elles savent simplement de quel côté souffle le vent " relève un fonctionnaire en poste dans les zones tribales. " La plupart des chefs tribaux n'étaient pas forcément proches des talibans et ne sont donc pas toujours prêts à aider les " Arabes " ajoute-t-il. Par ailleurs, ils ont besoin du soutien des nouveaux " seigneurs de la guerre " afghans alliés aux Américains pour se livrer à leurs activités préférées entre l'Afghanistan et le Pakistan : le commerce, et surtout le trafic d'opium, de bois etc. Ce n'est pas le moment d'aller prêter main-forte à Al-Qaida ! " Le messianisme religieux des talibans représentait une menace pour l'ordre tribal, même si le farouche attachement à l'Islam de ces Patchounes a pu parfois les porter à soutenir l'intégrisme des " étudiants en religion ". (...) Il n'y a qu'une chose qui intéresse les maleks , les chefs tribaux, qui sont rémunérés mensuellement par le gouvernement : c'est l'argent " (Le Monde). L'Arabie saoudite avait fait de sa politique de soutien à l'islamisme un instrument de lutte contre la vague du nationalisme arabe. Cependant, depuis la guerre du Golfe, les mouvements fondamentalistes se sont retournés contre la politique saoudienne. La guerre du Golfe et la fin de la guerre froide ont marqué une rupture dans l'islamisme. Une nouvelle variété d'islamisme est apparue lors de la lutte contre l'URSS en Afghanistan. Un islamisme hors-sol dont le terrorisme devient par là le mode d'action adéquat. Le terrorisme d'Al-Qaida, fondée à la fin de la guerre anti-soviétique en Afghanistan vise presque exclusivement les intérêts américains, il est transnational dans son recrutement et dans son identité, il agit au nom de " l'ouma ", la nation musulmane dispersée sur les cinq continents, ses adeptes sont recrutés dans les classes moyennes, souvent formés à la culture occidentale. Cette nébuleuse n'est instrumentalisée par aucun Etat, ils n'ont aucune base populaire structurée ( cf. Le Monde diplomatique, novembre 2001). Un terrorisme global dans son organisation mais aussi dans sa portée et ses objectifs. Et qui ne revendique rien de très précis. Al-Qaida est une organisation parfaitement adaptée à " l'âge de la mondialisation ", elle n'avait encore besoin que d'une coquille vide, un Etat vide et il y a déliquescence de la forme Etat dans de vastes régions du monde. L'absence de soutien de la " rue " dans les pays arabes au " défi " lancé par Ben Laden aux Etats-Unis pose un problème. Il n'y a pas eu de grandes manifestations (sauf dans les villes du nord du Pakistan où réside un très grand nombre de réfugiés afghans), mais le soutien tacite est massif même s'il ne peut pas prendre de forme politique. Ce paradoxe peut s'expliquer (au-delà de l'efficacité de la répression dans les pays arabes et au Pakistan) par le fait que ce soutien n'est pas exprimable et / ou récupérable dans la forme du nationalisme comme avait pu l'être le soutien à

## Pétrole, Sexe et Talibans

Saddam et à l'Irak ; il n'est pas non plus exprimable dans les termes d'une lutte sociale. Ben Laden n'est ni un nationaliste, ni un islamiste politique (au sens de mouvements comme le FIS en Algérie, les Frères Musulmans en Syrie, en Egypte et en Jordanie, le Hamas en Palestine, le Refha en Turquie, ou la Gamaat Islamiya en Egypte), il ne cherche pas à prendre le pouvoir dans un pays particulier (même l'Arabie Saoudite). C'est dans un pays sans Etat qu'il s'installe (Afghanistan des talibans) ou développe ses camps (Somalie). Son opposition à la mondialisation capitaliste sous direction américaine est aussi diffuse et " déterritorialisée " que celle-ci. L'enclassement territorial dans lequel s'ancre son action n'est jamais circonscrit (fini), il ne la définit pas : l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, les pays musulmans de la Mer Rouge à l'Indonésie et au sud des Philippines, mais aussi les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale, mais aussi le Xinjiang chinois, mais aussi la corne de l'Afrique, mais aussi les communautés musulmanes européennes ou américaines... L'objectif de la sécession c'est d'être une sécession mondiale, elle n'est territorialisée que par défaut. Elle est interne à la mondialisation capitaliste, elle n'est que son envers. Les mouvements islamistes politiques nationaux " ne répondent pas à la demande d'une jeunesse " dé-territorialisée " et internationalisée, soit par l'exil, soit par les études faites à l'étranger, soit par l'émigration et qui ne se reconnaît dans aucune cause nationale. (...) Diverses formes de religiosité peuvent répondre aux demandes nouvelles d'une population musulmane globalisée, mais le néofondamentalisme est parfaitement adapté parce qu'il transforme ce qui est vécu comme déculturation en discours de refondation d'un islam universel, purifié des coutumes et traditions, et donc adaptable à toutes les sociétés. Il définit le monde global comme une oumma virtuelle qui ne demande qu'à être réalisée par l'effort de tous les musulmans. Il s'adresse non plus à des communautés réelles mais à des individus isolés qui font retour sur leur foi et leur identité. Les néofondamentalistes sont ceux qui ont su islamiser la globalisation en y voyant les prémices de la reconstitution d'une communauté musulmane universelle, à condition, bien sûr, de détrôner la culture dominante : l'occidentalisation sous sa forme américaine. Mais ce faisant, ils ne construisent qu'un universel en miroir de l'Amérique, rêvant plus de McDo halal que de retour à la grande cuisine des vrais califes d'autrefois. " (Olivier Roy, " L'islam au pied de la lettre ", Le Monde diplomatique, avril 2002) L'Amérique est l'ennemi que parce qu'elle est l'universalité et installe et soutient des régimes " corrompus " dans le monde entier. L'attaque du World Trade Center et du Pentagone ne pouvait viser à affaiblir les Etats-Unis eux-mêmes, mais était plutôt destinée à montrer que les Etats-Unis n'étaient pas invulnérables. Briser une fascination. Introduire une sécession non pas territoriale (elle ne le deviendrait que par défaut), mais avant tout dans les comportements, les attitudes, les mentalités. C'est là que l'on touche à la dimension proprement terroriste de cette action, à sa singularité. De ce point de vue, le texte de Baudrillard paru dans Le Monde du 3 novembre 01 est particulièrement pertinent. Il faut bien sûr abandonner toute sa problématique

## Pétrole, Sexe et Talibans

psychanalytique qui fait de " l'allergie " à une domination universelle quelque chose de tout aussi universel tenant à une pulsion invariante et inhérente à tout individu. Le point capital de ce texte se situe dans le thème de " la mondialisation triomphante aux prises avec elle-même ". Là où Baudrillard sombre dans la psychanalyse c'est lorsqu'il amalgame et identifie la forme terroriste de l'action avec ses causes. La forme terroriste tient bien à ce qu'il dit : " la mondialisation au prise avec elle-même " ; mais la cause ne réside pas dans un mouvement conceptuel mettant aux prises le " global " avec le " singulier ". On est là en pleine tautologie. Baudrillard dégage bien la particularité terroriste de cette action : elle dépasse la problématique habituelle du rapport de forces, elle est la " réversion " des apparences de la mondialisation et de la puissance américaine contre elles-mêmes, elle est leur " ombre portée " ; elle est " spectaculaire " en ce sens que la réalité ne dépasse pas la fiction mais devient le plus haut degré de la fiction (la réponse du groupe Marvel et de ses super-héros dans son n° spécial - " A moment of silence " - consacré à l'évènement est de ce point de vue hautement significatif). Mais Baudrillard ne parvient que par des formules creuses à définir ce qu'il appelle un " suicide de la mondialisation " : " C'est le monde lui-même qui résiste à la mondialisation " ; " Aujourd'hui, celui-ci (l'ordre mondial unique), virtuellement parvenu à son terme, se trouve aux prises avec les forces antagonistes partout diffuses au coeur même du mondial, dans toutes les convulsions actuelles. Guerre fractale de toutes les cellules, de toutes les singularités (souligné par nous) qui se révoltent sous forme d'anti-corps " ; " Cet antagonisme est partout, il est en chacun de nous ". Les fractures et les antagonismes induits par la mondialisation deviennent alors un " suicide " de la mondialisation, ce qui n'a pas de sens. C'est comme si du fait que le capital est une contradiction en procès j'en déduisais un " suicide du capital ". Dans ce type de raisonnement ce qui disparaît c'est la réalité particulière des pôles d'une contradiction, la totalité a tout subsumé et se réfracte à l'infini dans chacun de ces éléments, elle ne se particularise plus en pôles contradictoires mais elle se résoud en une pure " réversion " d'elle-même contre elle-même. Baudrillard ne tient la singularité de l'action terroriste qu'en lui refusant tout " sens ", toute " interprétation " possibles. Une telle approche peut nous donner la singularité terroriste de l'action du 11 septembre : l'action qui ne sort pas de la mondialisation mais qui n'en est que son envers et parce qu'elle n'en est que son envers n'a aucun pouvoir réel contre elle. Le terrorisme est alors l'existence de cette absence de pouvoir. Il est, c'est exact, la " réversion " de la mondialisation, mais voilà, il n'est que cela et parce qu'il n'est que cela il est terrorisme : volonté de changer la règle du jeu dans le jeu lui-même. Baudrillard croit à ce qu'il écrit. La réalité n'est plus que le principe de réalité et le principe a été perdu. Comme Anselm Jappe dans son livre sur Debord, Baudrillard est un tenant radical de la théorie du spectacle. Il prend donc pour argent comptant l'action du 11 septembre comme raison de l'entrée en récession des Etat-unis : " le système intériorise en quelque sorte sa propre défaite ". Cela jusque dans le renforcement des contrôles policiers

## Pétrole, Sexe et Talibans

compris comme défaite du libéralisme politique. Le moindre chef d'entreprise américain ou la moindre conseillère politique de Tony Blair, plus pragmatiques, ne voient là qu'une bonne occasion à saisir. Dans l'action terroriste, la réalité particulières des pôles de la contradiction qu'est le mode de production capitaliste disparaît bel et bien parce que, comme l'écrit Baudrillard : " Cela dépasse de loin la haine de la puissance mondiale dominante chez les déshérités et les exploités, chez ceux qui sont tombés du mauvais côté de l'ordre mondial ". Cette haine et cette opposition bien réelles sont subsumées sous " la fracture interne de la mondialisation ", c'est-à-dire cet antagonisme qui serait partout (" jusqu'en chacun de nous ") entre l'universalité de la mondialisation et la singularité de chacun et du monde. On pourrait se contenter de dire que Baudrillard raisonne en terme de mondialisation comme si celle-ci pouvait être en elle-même une réalité sociale sans la caractériser comme forme de développement et d'accumulation capitaliste. On passe alors à côté de l'objet spécifique qu'est l'action terroriste, on ferait, dans l'analyse, disparaître l'évènement. Le terrorisme tient justement à la possible existence d'une critique de la mondialisation qui ne la comprend pas comme mode de production capitaliste et l'existence possible de cette critique tient aux modalités actuelles de l'opposition à ce mode de production comme interne à son acceptation comme horizon indépassable. On retrouve ici, par et dans l'acceptation allant de soi du mode de production capitaliste, la " réversion " de Baudrillard. Cette " réversion " a une existence prosaïque dans le démocratisme radical, une existence héroïque dans le terrorisme. Dans un cas comme dans l'autre, la mondialisation est posée pour elle-même (c'est-à-dire est sa propre médiation), comme objet en-soi, rapport entre le " global " et le " singulier ". Ce sont bien la haine et l'opposition des exploités qui sont alors dépassées, parce que cette haine et cette opposition ne peuvent dans la reproduction dominante du mode de production capitaliste n'exister qu'en lui, tant que l'attaque de ce monde n'est pas pour ceux qui l'attaquent leur propre remise en cause, autotransformation. Mais alors le " soutien de la rue " ne dépasse pas un soutien tacite parce qu'il est, de par la nature même de ce qu'il soutient, déconnecté des situation réelles d'exploitation. Nous en revenons toujours à la dynamique et aux limites de ce cycle de luttes. Le terrorisme est dans ce cas la limite que construit la mondialisation à la haine et à l'opposition de " ceux qui sont tombés de son mauvais côté ". Qu'il existe comme terrorisme " d'Etat ", comme le résultat d'un chantage capitaliste entre " Etats ", est une des figures passagères, on ne peut plus normale, qu'il peut alors être amené à adopter, sans que cela ne l'épuise.

Inversement et symétriquement, les interventions américaines actuelles sont des activités inscrites dans la restructuration en tant que contre-révolution par rapport à l'ancien cycle de luttes, non en ce qu'Al-Qaida ou les FARC en Colombie seraient des organisations révolutionnaires, mais en tant que destruction du cadre social d'existence de l'ancien cycle. Il s'agit essentiellement du cadre national, c'est-à-dire

## Pétrole, Sexe et Talibans

la connexion entre accumulation du capital et reproduction de la force de travail définissant ce cadre et que ce dernier pérénisait en retour. L'intervention en Afghanistan n'a donc pas pour les Etats-Unis un sens local, on intervient en Afghanistan non pour des raisons " afghanes " mais générales, mondiales. Tant et si bien que l'intervention en Afghanistan ne se justifie que comme première étape d'une intervention qui touchera ou menacera d'autres Etats (Soudan, Somalie, Yemen, Philippines, Indonésie, chantâge sur l'Arabie Saoudite etc.) ou même de simples organisations armées ou non pouvant représenter une menace pour la libre circulation capitaliste (IRA, FARC, Abu Sayyaf ...) Dans le cadre actuel du MPC (en outre vue l'importance de la région dans le cas du Moyen-Orient : les fameux enjeux pétroliers - il faut tout de même en parler -), aucune sécession ne peut être tolérée, elle n'a en plus aucun sens, ce qui n'est qu'une autre façon de dire qu'elle ne peut être tolérée. Cela ne peut être toléré où que ce soit, et à plus forte raison dans des régions aussi importantes que le Moyen Orient ou l'Asie du Sud-Est qui est le troisième partenaire commercial des Etat-Unis (en 2000, les investissements américains y ont été 6 fois supérieur à ceux effectués en Chine). Les formes d'interventions sont celles de la discipline. Si le principal résultat du capital c'est la reproduction du face-à-face entre le prolétariat et le capital, que de ce face-à-face découle ipso facto le premier moment de l'échange entre le capital et le travail (achat-vente de la force de travail) ne va pas de soi. De la Mer Rouge à l'Indonésie ce n'est pas une supposée peau de chagrin du développement capitaliste qui pose problème mais au contraire l'énorme développement spécifiquement capitaliste qui y a eu lieu depuis 25 ans. La situation de la force de travail y est fondamentalement la même que dans les aires les plus développées : la force de travail existe face au capital comme force de travail sociale globale. Mais alors qu'elle est dans les aires développées globalement achetée par le capital et individuellement utilisée, il n'y a pas d'achat global dans les nouvelles périphéries. D'où l'importance de la disciplinarisation de la force de travail (cf. " L'oppression comme moment de l'exploitation " in Roland Simon, Fondements critiques d'une théorie de la révolution, éd. Senonevero, pp. 653 et sq) : les ruptures au niveau du troisième moment de l'exploitation ; le prolétaire transformé en pauvre, une revendication de la richesse, désir / haine des Etats-Unis ; l'exclusion n'est pas la vérité du rapport capitaliste). Si la politique étrangère des Etats-Unis suit un " nouveau cours hégémonique unilatéraliste ", c'est qu'il y a réellement, avec la guerre d'Afghanistan, fin de la guerre froide. Les Etats-Unis, après le 11 septembre, mettent en place une riposte planétaire pour laquelle il n'y a plus que des désordres internes. La guerre du Golfe était une guerre prise encore dans des rapports inter-étatiques. Les Etats-Unis annoncent maintenant ouvertement que, partout dans le monde, pour atteindre leurs objectifs le recours à la force est nécessaire et légitime, il ne s'agit pas bien sûr de s'en offusquer, nous avons essayer de comprendre ce que ce discours signifie de nouveau, c'est-à-dire la réalité nouvelle qu'il recouvre qui fait que l'armée américaine intervient à Kandahar ou à Mogadiscio comme à Los Angeles. Réalité

## Pétrole, Sexe et Talibans

nouvelle qui fait que, malgré l'opposition russe, les américains s'installent dans les républiques d'Asie centrale, malgré les préoccupations chinoises, dans la province musulmane du Xinjiang la présence américaine proche bouscule le " groupe de Shanghai " (Russie, Chine, Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan), groupe qui avait pour objectif de contrer la présence américaine en Asie centrale. La présence américaine au Kirghizistan est ouvertement présentée comme destinée à durer " de longues années ", la base de Manas est un " carrefour de l'observation en Asie centrale ". Simultanément, il y a renforcement de la présence américaine au large de la Somalie et dans les bases d'Oman et de Bahreïn. Aux Philippines, la cible principale est le groupe Abu Sayyaf, mais aussi la " Nouvelle Armée du Peuple " (NAP) de tendance communiste avec ses commandos urbains, les menaces sur Singapour obligent les Etats-Unis à une présence plus massive en Asie du Sud-Est, malgré l'hésitation évidente face à une intervention directe en Indonésie (le maillon faible de la " lutte anti-terroriste " dans la région). L'écrasement de la sécession c'est la récupération de ce qui dans l'islamisme est contôle et reproduction sociale. Non seulement le côté " Welfare ", mais aussi sa capacité à contrôler, taxer et répartir la petite production marchande, ses réseaux. De la Caspienne à Vladivostok prolifère l'obscène vitalité de la valeur au travers de toutes les productions et les échanges licites ou non. Pour se décharger des frais de la guerre et du soutien aux moudjahidins, l'ISI (services pakistanais) et la CIA ont installé des centaines de laboratoires de traitement de l'héroïne, de leur côté les moudjahidins avaient imposé un " impôt révolutionnaire " et donné l'ordre aux paysans de planter de l'opium. Si le régime taliban a éradiqué la culture de l'opium (4 ans après leur installation au pouvoir et peut-être pour pouvoir écouler des stocks devenus très importants), les talibans ne prélevaient qu'une taxe sur le commerce de l'opium (estimée à 50 millions de dollars par an - Le Monde 4 / 11 / 01 - ) et n'étaient pas impliqués dans les strates supérieures du trafic. Comme ils prélevaient une taxe sur tous les commerces illicites (armes, pierres précieuses... - environ 75 millions de dollars - id.). Au Tadjikistan, les chefs islamistes de la guerre civile, entrés au gouvernement, sont devenus des barons de la drogue. " L'armée russe, toujours présente comme seul soutien du régime, joue un rôle clé, avec ses avions, dans le trafic d'héroïne " (id, 16 / 9 / 01) Cependant la " récupération " sociale de l'islamisme peut être problématique (éducation, femmes...). Après son abandon des talibans et la mise au pas des tendances islamistes radicales, Moucharrاف (président du Pakistan), dans un discours prononcé le 12 janvier 02 (la défaite des talibans est alors consommée), balaye l'islamisation politique mise en oeuvre depuis 1977 par le général Zia Ul-Haq et définit le Pakistan comme " Un Etat-Providence islamique, progressiste et dynamique " et, en même temps qu'il attaque les groupes " qui ont créé un Etat dans l'Etat et ont défié le pouvoir du gouvernement ", il remercie les Madrassas qui dispensent " d'excellentes mesures de bien-être pour les défavorisés sans les fonds de l'Etat ". (Le Monde, 15 / 1 / 02). Le Pakistan, depuis le début des années 80, est un fournisseur de choix pour les produits bon marché fabriqués par

## Pétrole, Sexe et Talibans

les multinationales : textile, matériel médical, produits en cuir, tapis pour Ikea, confection pour Wal-Mart, linge de maison en coton pour les Galeries Lafayette, Carrefour, Auchan, peaux pour les chaussures Eram, ballons de foot pour Adidas, Nike, Puma. En fait, le terrorisme de Ben Laden renvoie à une question économique majeure, celle du mode d'accumulation actuel du capitalisme : phase extensive ou phase intensive. La distinction entre ces deux types d'accumulation ne renvoie que partiellement aux deux modes d'extraction de la plus-value. Si l'extraction de plus-value sous son mode relatif est largement dominant il n'est jamais exclusif et en outre il peut lui-même se modeler soit comme autocentrage de l'accumulation sur les régions déjà les plus développées soit comme extension. Par l'énorme saccage (" la planète des bidonvilles "), c'est paradoxalement une extension de l'accumulation intensive qui se réalise. La théorie de l'accumulation capitaliste et de la reproduction des rapports de production fondés sur le capital comme " peau de chagrin " ne résiste pas à la critique. Dans cette théorie, la dualité du monde capitaliste (développé / non-développé - pour simplifier à l'extrême - ) n'est pas considérée comme faisant système, si le développé est presque toujours compris comme créant le " non-développé " et parfois même comme le reproduisant, il n'est jamais compris comme le reproduisant comme nécessaire pour lui-même ; ensuite, cette " théorie de la peau de chagrin " considère que ce qui est contradictoire dans l'accumulation capitaliste signe son échec et non simultanément sa dynamique ; enfin, elle n'est qu'une théorie objectiviste des rapports entre capitaux. La mondialisation n'est pas une tache d'huile sur un espace donné, mais une structure d'accumulation, construction d'un espace comme diraient les géographes. C'est bien parce que le " saccage " est une extension de l'accumulation intensive qu'il n'y a plus de tiers-mondisme qui n'était que la frustration d'un capital autocentré, c'est pour cela également que, malgré l'objectif sécessionniste (absolument nécessaire et absolument irréal), le terrorisme de Ben Laden est " déterritorisé ", se situant au même niveau que son adversaire. La mondialisation produit son adversaire interne au même niveau d'universalité abstraite : le capital / la religion. L'aspect policier de l'interventionnisme américain en particulier et occidental en général n'est pas le signe d'un repliement plus étroit du " Nord " sur lui-même. C'est une accélération de la mondialisation qui est en oeuvre dans cet interventionnisme, une mise au pas dans le cadre du double échappement de la reproduction globale du rapport de production capitaliste que nous évoquions au début de ce texte : disjonction entre un échappement de la reproduction de la valorisation et des conditions de l'accumulation vers " le haut " et de la reproduction de la force de travail et des conditions de sa disponibilité et de sa mobilisation vers " le bas ". Si ce procès nous fournit la clé de cette déliquescence étatique, il ne peut cependant se poursuivre sans une réétatisation limitée de certaines régions après le développement capitaliste subi depuis 25 ans. A ce sujet, la question de la " peau de chagrin " est un des rares thèmes du texte " Septembre gris " (Trop Loin) dont on puisse discuter, thème déjà présent dans le texte sur la Serbie. Nous sommes entrés dans un



## **Pétrole, Sexe et Talibans**

monde capitaliste étrange dans lequel plus les modes de reproduction de la force de travail semblent s'éloigner des " règles théoriques " de la subsumption réelle, plus le mode de production devient totalement et partout spécifiquement capitaliste.